du Greffier de la Cour ou autre Officier ayant en garde les actes de la Cour où le délinquant aura été préalablement convaincu, ou du Député du dit Greffier ou Officier (pour lequel certificat il pourra être exigé et reçu un honoraire de cinq che-lins, et pas davantage), sera, sur preuve de l'identité de la personne du délinquant, preuve suffisante de la première conviction, sans preuve de la signature ni du caractère officiel de la personne qui paraîtra l'avoir signé : et si quelque Greffier, Officier ou Député, émane un faux certificat d'aucun endite-ment et conviction pour une félonie préalable ou d'aucune sen-tence ou ordre de déportation ou bannissement, ou si quelque personne autre que tel Greffier, Officier ou Député, signe aucun tel certificat comme étant tel Greffier, Officier ou Député, ou produit aucun tel certificat avec une signature fausse ou con-trafaite à icelui, tout tel délinquant sera coupable de félonie, et en étant légalement convaincu, sera sujet, suivant la discrétion de la Cour, à être emprisonné et tenu aux travaux forcés dans le Pénitencier Provincial pour un temps de pas moins de sept ans, ou à être emprisonné dans quelque autre Prison ou lieu de reclusion pour un temps qui n'excèdera pas deux ans.

Punition du
Pilori abolie.

XXXI. Et vu qu'il est convenable d'abolir la punition du pilori ; qu'il soit à ces causes statué, que dès lors et après que le présent Acte sera devenu en vigueur, jugement ne sera rendu ni donné contre aucune personne ou personnes con-vaincues d'aucune offense, ordonnant que les dites personne ou personnes soient mises au pilori, nonobstant toute loi, statut ou usage à ce contraires : Pourvu que rien de ce qui est contenu en ces présentes ne s'étendra ni ne sera entendu s'étendre en aucune manière jusqu'à changer ou affecter aucun châ-timent quelconque qui peut être maintenant infligé suivant la Loi, à l'égard d'aucune offense, excepté seulement la punition du pilori.

Il ne sera fait
aucun rapport
au Gouverneur
dans les cas de
condamnations
capitales.

XXXII. Et qu'il soit statué, que dès lors, et après que le présent Acte sera devenu en vigueur, il ne sera pas nécessaire qu'il soit fait aucun rapport au Gouverneur, Lieutenant Gou-verneur, ou Personne administrant le Gouvernement, dans le cas d'aucun prisonnier convaincu devant aucune Cour et maintenant sous sentence de mort, ou qui pourra ci-après être convaincu devant aucune Cour et sentencié au même châ-timent, préalablement à ce que la dite sentence soit mise à exé-cution, nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraires.

La Cour pour-
ra s'abstenir de
prononcer sen-
tence contre
les personnes
convaincues
de crimes en-
traînant la
peine de mort,
et ordonner

XXXIII. Et qu'il soit statué, que lorsqu'un délinquant sera ci-après convaincu devant une Cour de Justice Criminelle de quelque crime qui entraînera la peine de mort, et que la Cour sera d'opinion que, sous les circonstances particulières du cas, le délinquant est une personne propre à être recommandée à la Merci Royale, il pourra être et il sera loisible à la dite Cour d'ordonner, si elle le juge à propos, à l'Officier convenable alors présent en Cour, de s'enquérir et de demander (et sur
cc